

Introduction

UN VOTE DE RUPTURE

Pascal PERRINEAU

La notion de « rupture » a été introduite dans la campagne par le candidat Nicolas Sarkozy. Cette rupture qu'il appelait de ses vœux était une rupture politique avec la pratique chiraquienne du pouvoir et l'usage des institutions de la Cinquième République, une rupture économique avec une économie considérée comme excessivement corsetée par la puissance publique, une rupture culturelle avec des référents devenus canoniques (Mai 68 entre autres). Dans le cours des événements de la campagne, le candidat de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) a cependant été obligé d'adoucir les accents martiaux du discours de rupture afin de ne pas inquiéter les électeurs. Cela a débouché sur le thème de la « rupture tranquille », oxymore censé rassurer des clientèles électorales aux *desiderata* plus ou moins contradictoires.

Au-delà de la rhétorique de campagne, propice aux exagérations, aux métaphores et aux images messianiques, on pouvait s'interroger sur la capacité des électeurs à se retrouver dans cette « rupture », à l'assumer, à la désirer et éventuellement à l'inscrire dans leurs comportements. Une fois la campagne développée, le verdict des urnes exprimé et le nouveau cours de la politique sarkozienne inscrit dans des actes de gouvernement, on peut

prendre la mesure des ruptures et des continuités qui ont affecté la forme et le contenu de la campagne, l'expression des votes et le fonctionnement du système politique.

Certes, bien souvent, comme aimait à le dire Franklin Delano Roosevelt, « tout ce qui nous paraît nouveau est de l'Histoire qu'on ignore ». Et l'histoire des sept élections présidentielles qui ont précédé celle de 2007 recèle toute une série de composantes (personnalisation, poids de la télévision, forte mobilisation électorale, reclassements électoraux d'ampleur...) que l'on a parfois tendance à redécouvrir comme autant de nouveautés alors qu'elles appartiennent à l'« Histoire ». Cependant, l'élection présidentielle de 2007 charrie un lot d'inflexions et d'évolutions qui justifie que l'on puisse parler, à propos de la séquence électorale d'avril-juin 2007, de « vote de rupture ».

La campagne électorale, surtout par rapport à celle de 2002, a été marquée par une très forte volatilité des enjeux et un espace important laissé à la « bataille des images ». Jacques Gerstlé et Christophe Piar montrent comment le renouvellement constant et la labilité des enjeux ont accordé une place décisive à la perception des images des candidats. Images, nous disent Daniel Boy et Jean Chiche, très organisées par les affects à l'égard des personnalités des candidats, et qui ont pesé plus lourd, dans le choix des électeurs, que les sympathies et les positionnements politiques relativement abstraits que constituent les proximités partisans ou l'autosituation des citoyens sur un axe gauche-droite. Quant aux vecteurs de campagne, si la télévision est restée le mode d'information politique le plus largement privilégié par les électeurs, Thierry Vedel et Yves-Marie Cann nous montrent comment Internet est, certes, « entré en politique présidentielle », mais essentiellement dans les segments les plus favorisés et les plus motivés de la population et sans parvenir pour autant à remiser au magasin des accessoires les médias traditionnels et, bien sûr, la télévision.

Quant au vote, 2007 marque une rupture par rapport à l'apathie politique et à la mauvaise humeur qui avaient saisi nombre d'électeurs en 2002. D'abord, comme le montre Anne Muxel, les citoyens se sont passionnés pour le film de la campagne et se sont déplacés en masse aux urnes lors des deux tours de l'élection présidentielle. La chute de l'« élan civique » constatée lors des législatives relève davantage d'une intégration par les électeurs du nouveau logiciel électoral lié au quinquennat et

à l'inversion du calendrier électoral que d'un brusque retour de la défiance démocratique encore visible cependant chez les jeunes et les électeurs de gauche. Quant à la victoire de Nicolas Sarkozy, Pascal Perrineau insiste sur l'ampleur des niveaux atteints au premier et au second tour qui rompt avec vingt-cinq ans d'asthénie électorale pour le candidat arrivé en tête de la droite au premier tour et réimpose l'image d'une droite conquérante. Au-delà de ce dernier quart de siècle, le sarkozysme électoral renoue parfois avec un gaullisme électoral plongeant ses racines dans des territoires porteurs de cultures politiques différentes et des milieux sociaux représentatifs de tous les échelons de la société française. Face à cette dynamique électorale retrouvée de la droite, Élisabeth Dupoirier met en exergue l'usure des ressorts qui avaient pu, dans le passé, actionner les succès de la gauche. Affaibli socialement, défidélisé sur le plan partisan, déprimé moralement, l'électorat de gauche connaît une phase de profonde restriction électorale que l'image iconique de Ségolène Royal n'a pas réussi vraiment à contrarier. La nouveauté « royaliste », réelle en début de campagne, a perdu peu à peu de sa force et laissé une place pour une dynamique autour de François Bayrou qui, comme le précise Pierre Bréchon, a pu ainsi ajouter à l'héritage traditionnel du centre la captation de déçus du « socialisme version Ségolène Royal ». Cette captation a entraîné une profonde évolution de l'électorat bayrouiste beaucoup moins conservateur, sur le plan sociologique et politique, que celui de 2002. Cette fuite d'une partie des sympathisants socialistes vers François Bayrou a néanmoins été largement compensée par le « vote utile » de nombre de sympathisants de la « gauche de la gauche » qui, taraudés par le souvenir de la dispersion électorale de 2002 ayant conduit à la disparition de la gauche au second tour, ont anticipé au premier tour leur vote du second. L'extrême gauche, qui avait été l'une des gagnantes du vote protestataire de 2002, s'est retrouvée ainsi diminuée. Cette érosion du vote protestataire à « la gauche de la gauche » a été encore plus sensible dans l'espace de la droite extrême. L'ampleur de ce que Jérôme Fourquet appelle le « rapt électoral » opéré sur l'ancien électorat lepéniste est certainement l'un des éléments essentiels du « vote de rupture » d'avril-juin 2007. La rapidité et la force de la reconquête électorale sont, à bien des égards, exceptionnelles. Cela faisait un quart de siècle que cette question de la reconquête de l'électorat frontiste était à l'ordre du jour et que toutes les forces

politiques s'y étaient cassé les dents. Dans l'histoire électorale, les processus de reconquête électorale ont toujours été des processus de longue haleine lorsqu'il s'agissait de déstructurer un électorat fort et enkysté depuis de longues années dans le système. François Mitterrand et le Parti socialiste (PS) ont mis plus d'une décennie à ramener le parti communiste au rang de force marginale. Nicolas Sarkozy et l'UMP ont engagé une *blitzkrieg* électorale qui a fait voler en éclats un électorat qui était au pinacle en 2002. Jérôme Jaffré pointe l'étonnante capacité de Nicolas Sarkozy à faire sortir toute une partie des électeurs lepénistes de la culture de la désespérance pour les inclure dans un vote davantage porteur d'espoir. Car ces élections de 2007 ont été marquées avant tout par un retour de l'esérance en matière politique. Ce retour est en profonde rupture par rapport à un climat de défiance et de « politisation négative », qui était devenu depuis plus d'une décennie la caractéristique dominante de la culture politique des Français.

Cet « air de la rupture » est également sensible dans le fonctionnement même du système politique. Les années 1980 à 2002 avaient été marquées par le dérèglement de la bipolarisation qui était à l'œuvre dans le système de partis de la Cinquième République. La naissance de nouveaux partis, l'éclatement du quadrille bipolaire, l'érosion des alliances, la cohabitation avaient été autant de tendances délétères pour le processus de renforcement continu de la structuration du système de partis autour de deux grands pôles socialiste et néogaulliste. Gérard Grunberg remarque comment les élections de 2007 ont relancé le processus de « bipartisanisation » qui travaille la Cinquième République depuis sa naissance. Aujourd'hui, PS et UMP contrôlent 92 % des sièges de l'Assemblée nationale et incarnent ce duopole partisan qui accompagne souvent le processus de « présidentialisation de la politique ». Une présidentialisation dont Olivier Duhamel note qu'elle est sans équivalent depuis quarante-trois ans. Processus de présidentialisation qui, une fois de plus, n'est pas entièrement nouveau mais qui connaît, avec Nicolas Sarkozy, un réancrage dans les grandes traditions de la Cinquième République d'avant la cohabitation, une actuation verbale et symbolique qui rompt avec les palinodies précédentes et, enfin, une réelle montée en puissance du président par rapport aux autres autorités. Décidément, ces élections sont bien celles d'une « rupture » qui pousse à leur point d'orgue des tendances de long terme, les révèle tout en

inventant des attitudes, des comportements et des pratiques dont demain nous dira s'ils relèvent de l'éphémère ou s'ils annoncent une nouvelle culture politique.